



"Il y aura à la rentrée un enseignant devant chaque élève."

Gabriel Attal répète obstinément ce qui semble devenir la nouvelle devise de la rentrée 2023. Pour la FSU, "un·e enseignant·e devant chaque élève" ce n'est pas un projet pour école, c'est le minimum du minimum, c'est ce à quoi devrait avoir droit chaque famille qui confie la scolarité de son enfant à l'éducation nationale. Quand un ministre dit cela, c'est déjà l'aveu du contraire. Quel ministre se serait risqué à dire cela lors des décennies passées ? Aucun.

Cela soulève de nombreuses interrogations : cet·te enseignant·e est devant combien d'élèves ? Uniquement devant ses propres élèves ? C'est un·e remplaçant·e d'un jour ? Un·e directeur·trice déchargé·e délaissant son bureau pour renforcer une équipe pédagogique incomplète ? Un·e enseignant·e recruté·e par concours ? Un·e stagiaire ? Un·e enseignant·e contractuel·le recruté·e rapidement pour le jour de la photo de rentrée ? Pour rappel, l'année dernière, le président constatait que quelque chose ne fonctionnait pas dans notre organisation collective. En effet, une année plus tard, nous ne pouvons que confirmer que quelque chose ne fonctionne vraiment pas dans cette organisation et que l'illusion d'un·e enseignante devant chaque élève", c'est bien insuffisant.

Nous sommes au lendemain d'une rentrée scolaire qui s'est bien passée dans les P.O., comme habituellement. Et pour cause ! Les collègues dans les écoles ont fait le dos rond et ont assuré leurs fonctions, dans l'intérêt de toutes et tous les élèves de leurs classes. Des postes et compléments de postes ne sont pas pourvus, des directions ne sont pas pourvues, des collègues remplaçant·es sont d'ores et déjà affecté·es sur des compensations de postes ou des postes à l'année et ne pourront pas assurer leur mission de remplacement dans les mois qui viennent. Mais la rentrée s'est bien passée...

Et dans quelques semaines, cela se passera t-il toujours aussi bien ? Lorsque les formations démarreront, lorsqu'il y aura des absences liées à la maladie. Nous savons toutes et tous comment cela se passera : nous appellerons notre secrétaire de circonscription qui nous indiquera : « je n'ai personne », « nous sommes à moins 5, à moins 10, à moins 15 », « répartissez les élèves », etc...

La priorité à l'Ecole est un slogan de communicant destiné à l'opinion publique qui ne se traduit par aucun acte : depuis 2013, tous les concours sont marqués par une perte massive de postes, par une désaffection qui s'aggrave, aucun des

dispositifs mis en place ces dernières années n'a permis de renforcer l'attractivité. Le constat est récurrent et s'intensifie d'année en année. La crise structurelle est durable et profonde : salaires des enseignants en queue de peloton des pays de l'OCDE, restriction collective des droits des personnels, conditions de travail dégradées sur tout le territoire, manque de moyens alloués à toute l'école publique, mise à l'écart des élues des personnels ...

Et le gouvernement inventa donc le Pacte... par le biais de missions supplémentaires, d'individualisation des rémunérations, de la mise en concurrence des personnels, de la notion de pseudo-mérite, qui ne constitue en rien l'augmentation salariale attendue et ne répond pas à la question de l'attractivité. Il est rejeté par l'ensemble des organisations syndicales : cela ne sera pas "la condition absolue de la réussite et de l'épanouissement de nos enfants". Le "choc des savoirs" souhaité par le nouveau ministre n'aura pas lieu ! Pour la FSU-SNUipp, l'Ecole doit bénéficier d'un plan d'urgence avec un engagement budgétaire pluriannuel pour la baisse des effectifs, pour une formation initiale et continue solide et ambitieuse et sans contrepartie d'exercice dans les classes en responsabilité, pour l'ouverture de postes pour le remplacement, pour la reconstitution des RASED, pour une revalorisation indiciaire de tous les personnels, indexée sur l'inflation... **Le pacte renforcera un peu plus les inégalités salariales femmes/hommes**, celles-ci subissant davantage les contraintes familiales et domestiques. Le pacte est aussi une aberration pédagogique reproduisant les mêmes recettes à l'œuvre depuis le début des années 2000 (aide personnalisée, APC, stages de remise à niveau...) et qui ont largement démontré leur inefficacité : surentraînement sur des compétences de bas niveau et traitement de la difficulté scolaire en dehors du cadre de la classe. Soit dit en passant, il est frappant qu'un ministère qui se pique de baser ses préconisations sur un socle scientifique n'ait jamais procédé à une évaluation de l'efficacité de ces dispositifs. **Il est dès lors évident que ce qui est recherché par le pacte est l'éclatement du statut et la conformation des enseignants (qui savent pertinemment l'inutilité de ces dispositifs) à sa politique par un chantage au porte-monnaie.**

L'Ecole mérite d'autres perspectives et des choix bien plus ambitieux que « il y aura un enseignant devant chaque élève ».

C'est donc de pied ferme que les personnels attendent Gabriel Attal, nouveau ministre n'ayant jamais été scolarisé à l'école publique, responsable de la mise en place du Service National Universel et qui n'a d'autre compétence en matière d'éducation que celle d'être un membre de la garde rapprochée d'Emmanuel Macron ! A ce titre, **la FSU-SNUipp a diffusé comme consigne à la profession de ne pas diffuser le document du ministre intitulé « Ce qui change à la rentrée » reçu sur les boîtes professionnelles**. A ce niveau, nous ne pouvons croire que ce soit l'incompétence qui est menée à la rédaction de ce texte.

Il est très inquiétant que des mensonges figurent sur un document officiel de notre institution :

- « *des professeurs mieux rémunérés* » » : c'est faux si on prend en compte l'inflation et le déclin salarial depuis plusieurs décennies.

- « 2h par jour sont dédiées à la lecture et l'écriture pour les CM1 et CM2, les professeurs proposeront régulièrement des exercices de grammaire, orthographe, calcul mental et de résolution. » Ca change ça ? Ou il s'agit des programmes de 2015 ajustés en 2018 ?

- « votre enfant lira désormais chaque semaine au moins deux textes longs de 1000 mots. » En maternelle, au CP ? Et avant, on ne lisait pas c'est ça ?

- « des évaluations sont organisées en maths et français afin d'évaluer les besoins de votre enfant et d'y répondre. » C'est donc nouveau, nos collègues apprécieront...

- « l'accueil en milieu scolaire dès 2 ans est développé pour ceux qui le souhaitent. » Belle nouveauté que l'on trouve au B.O. du janvier 2013, Nous vous demandons donc l'ouverture d'une classe pour les 2 ans dans chacune des écoles maternelles de Perpignan lors de ce CSA.

- « toutes les classes de GS, CP et CE1 sont plafonnées à 24 élèves. » Là, il s'agit peut-être d'humour d'énarque ?

- « en Education prioritaire, comme c'est déjà le cas en CP et CE 1, toutes les classes de GS seront dédoublées (deux groupes de 12 élèves maximum) » : c'est une très bonne nouvelle qui va nécessiter 50 postes sur Perpignan si l'on se réfère aux classes et constat d'effectifs 2022 en ligne sur le site du rectorat.

Nous voulons enfin faire part de notre surprise à notre hiérarchie, notamment à vous Mesdames et messieurs les inspecteurs et inspectrices. Nous savons bien que votre fonction consiste, de plus en plus, à transmettre des injonctions, Cependant, comme tous les fonctionnaires, vous avez certainement un avis, des consignes syndicales, une vision du service public d'Education sur certains sujets.

A la FSU, nous nous méfions beaucoup des idées lumineuses qui surviennent au gré des nominations d'un ministre ou d'un autre. Deux exemples : la rentrée en musique et l'uniforme,

- Qui se souvient du battage médiatique pour « faire la rentrée en musique » ? Qu'est devenu tout cela ? Est-ce que finalement cela nécessitait tous les efforts déployés dans les écoles et les circonscriptions pour finalement aboutir à la situation actuelle ? Tout ça pour ça... laissons les PE enseigner l'éducation musicale et faisons-leur, faites-leur confiance !

- l'uniforme ensuite en ce qui concerne cette rentrée : lorsqu'un maire d'extrême-droite surfe sur les propos d'un ministre sur l'uniforme, lié au port de l'abaya (combien de cas de port d'abaya dans le 1^{er} degré dans les P.O.), qu'allez-vous dire aux équipes ? Leur proposer de participer à ce projet dès à présent ou pas ? Pour information, lors de la rencontre bilatérale FSU/rectrice hier soir, voici sa réponse à ce sujet : « l'expérimentation doit être validée par le ministre, qui dit y réfléchir mais qui n'a rien validé ni écrit à ce sujet ». A défaut de s'y opposer, ne croyez-vous pas qu'il est urgent d'attendre et de prendre un peu de recul ? Nos collègues, même s'ils ne l'évoquent pas souvent avec vous, sont en demande de ce tri dans les demandes et injonctions, que faisaient nos IEN il y a encore quelque temps, à une époque où nous échangeions avec elles et eux dans les rangs des manifestations contre les réformes successives des retraites par exemple.

Enfin, un mot sur le dispositif « 2h00 de sport » dans le second degré :

Pour lutter contre la sédentarité croissante de notre jeunesse et amener plus de filles à la pratique, le dispositif « 2h00 de sport » sur le temps périscolaire testé en 2022/2023 n'a clairement pas atteint ses objectifs. Malgré tout, il va être généralisé.

La volonté de faire entrer le sport fédéral à l'école n'est pas nouvelle. Les ministres se suivent et tentent, sous couvert de vœux pieux d'imposer leur dispositif, lequel tombe aux oubliettes après quelques essais infructueux.

Pour assurer une pratique égalitaire et continue il serait temps que nos ministres réalisent que rien ne peut remplacer un volume d'EPS suffisant – 4H00 à tous les niveaux- et un sport scolaire de qualité assurés par des enseignant.e.s formé.e.s et qualifié.e.s recruté.e.s en nombre suffisant !

L'Ecole mérite d'autres perspectives et des choix bien plus ambitieux que « il y aura un enseignant devant chaque élève » !